

Eco-Business

Rapport Nabni 2020 : le scénario catastrophe peut encore être évité pour l'Algérie

Par [La rédaction](#) | janvier 27, 2013 11:23



Le collectif Nabni a présenté dans son rapport, samedi, ses prévisions et ses conclusions pour une Algérie meilleure à l'horizon 2020. Nabni 2020 se veut alarmant mais préconise des changements dès à présent, afin que l'avenir algérien ne soit pas compromis.

« Nous avons deux choix, deux scénarios », en 2012, affirme Abdelkrim Boudraâ, membre du collectif Nabni. L'Algérie est donc à la croisée des chemins, ces deux choix dont parle le collectif Nabni sont celui du « pire » et celui du « rêve » pour le futur algérien, celui de 2020. Le rapport du collectif Nabni présenté samedi, explore les secteurs de l'économie, de la santé, de l'emploi, l'éducation, l'urbanisme, ou encore la culture et la gouvernance pour en offrir une vision globale de l'Algérie et dresser un bilan. Que doit changer l'Algérie ?

Si l'Algérie est parvenue à développer certains secteurs depuis l'Indépendance, elle doit voir plus loin et préparer l'avenir, pour éviter le « scénario catastrophe » d'après le collectif composé de nombreux experts bénévoles. « Si le statu quo actuel se poursuit, les réserves de changes de l'Algérie seront consommées à l'horizon 2025 et la dette publique pourrait atteindre 80 milliards de dollars à cette date », prévient le collectif Nabni, qui n'a cessé de souligner l'urgence pour l'Algérie de mettre en place des réformes efficaces et pérennes. L'Algérie pourrait donc atteindre un point de non-retour si elle ne consolide pas sa politique socio-économique dans les prochaines années.

Rompre avec les anciens schémas socio-économiques

« Il est indéniable que l'Algérie a des acquis socio-économiques », reconnaissent les membres de Nabni. Mais l'Algérie a encore un long chemin à parcourir, et pour se transformer en une économie émergente, et parvenir à intégrer le « top 50 mondial », elle doit envisager de faire sa mue économique.

« La priorité est de « couper le cordon avec la rente », qui l'un des défauts majeurs de l'Algérie. Pour ce faire, le collectif appelle à envisager très rapidement la diversification vers des marchés dans lesquels l'Algérie pourra développer une importante production. « Les hydrocarbures sont nos héros, ne les laissons pas devenir notre héroïne », prévient Raïf Mokhtar-Karroubi, membre de Nabni. Les revenus liés aux hydrocarbures sont aujourd'hui une chance et doivent être utilisés à bon escient pour construire l'avenir. Les éventuels excédents de recettes provenant de la fiscalité pétrolière devraient permettre le financement d'autres secteurs et une partie de ces revenus à alimenter à un nouveau fonds souverain pour l'avenir, et enfin une autre partie pour le Fonds de régulation des recettes.

L'Algérie doit prendre des risques, tout en s'assurant un filet de sécurité. « L'idée d'une rente perpétuelle, isolant l'Algérie de la compétition mondiale et la protégeant de tous les défis futurs dont ceux liés au climat, à l'environnement et à la raréfaction des ressources n'est qu'un mirage », souligne le rapport 2020.

D'autres points doivent être étudiés par le pays comme le renforcement du climat des affaires pour attirer les investisseurs. « L'environnement des investisseurs est quasi dissuasif, assure M. Mokhtar-Karroubi. Si vous comparez chaque année le classement Doing Business, vous remarquerez que chaque année nous régressons. Certains pays qui sont en guerre font mieux que l'Algérie, c'est frustrant. »

Il est également indispensable, selon le collectif, de revoir la politique de l'emploi, véritable talon d'Achille de l'Algérie. « Depuis quelques années l'Etat s'évertue à mettre en œuvre des politiques de soutien à l'emploi, ce sont des solutions, mais des solutions à court terme. Le système est fait de telle manière que les emplois créés ne trouvent pas mécanisme de soutien qui leur permet de s'inscrire dans la durée, car il n'y a pas de programme d'accompagnement », explique M. Mokhtar-Karroubi, citant les dispositifs d'aide à la création de l'emploi, tels que l'ANSEJ, la CNAC.

Le citoyen algérien au cœur des chantiers

Redessiner l'Algérie et organiser son sauvetage passe également par sa politique, du moins par une réflexion sur le mode de gouvernance. C'est la gouvernance qui permettra ainsi de mettre en place tous les mécanismes nécessaires pour aider l'Algérie à prendre le bon chemin. « Le premier acte fondamental pour modifier les institutions et la gouvernance la redevabilité, un Etat de droit qui peut être capable de catalyser le développement », analyse aussi Zoubir Benhamouche, membre de Nabni. Par « redevabilité », le collectif entend la transparence entre l'Etat et le peuple algérien. En outre, le collectif appelle également à travailler sur l'indépendance des institutions telles que la justice. Une notion indispensable dans un Etat de droit

Le citoyen algérien, la société civile seront alors des acteurs majeurs dans cette transformation de l'Algérie. « Il est indispensable de partir du citoyen, comprendre ses besoins, ses attentes. Le citoyen algérien n'existe pas encore, il doit émerger. Si le citoyen n'émerge pas, on ne pourra pas mettre en place les politiques que nous préconisons », précise M. Benhamouche.